



ACCORD-CADRE

Établi entre les soussignés :

Le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative

ci-après dénommé « le MENJVA », représenté par Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative, d'une part,

ET

Le Comité français pour l'UNICEF

ci-après dénommée « UNICEF France », représenté par Jacques Hintzy, son Président, d'autre part,

Préambule

Le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait à l'unanimité la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE). Le 7 août 1990, la France était le deuxième pays à ratifier la CIDE et à s'engager ainsi, comme tous les Etats parties, à respecter, y compris dans une dimension éducative, les droits de tous les enfants de son territoire, de même qu'à promouvoir la CIDE.

Par ailleurs, la France et l'UNICEF inscrivent leur action dans la dynamique impulsée par les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

L'UNICEF tire son mandat de la CIDE et agit, partout dans le monde, pour veiller au respect des droits de l'enfant. En France, l'UNICEF a notamment pour mission de sensibiliser le jeune public aux droits et aux conditions de vie des enfants dans le monde.

Selon les orientations définies par le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative, l'éducation au développement durable - notamment dans sa dimension humaine - aux droits de l'enfant et à la solidarité internationale constitue l'un des axes d'apprentissage de la citoyenneté qui peut être abordé dès le plus jeune âge et dans toutes les disciplines.

Il a été convenu ce qui suit :

I. DÉFINITION DES OBJECTIFS ET DES ACTIONS

ARTICLE 1 – OBJET

Par le présent accord-cadre, le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative et UNICEF France réaffirment leur volonté commune de développer conjointement des actions visant tout d'abord à promouvoir et renforcer l'éducation au développement humain durable, aux droits de l'enfant et à la solidarité internationale, par le biais de ressources pédagogiques et d'actions éducatives, ensuite, à développer la participation et l'engagement des jeunes et enfin à faire de la sécurité à l'école un droit pour tous les enfants.

Pour cela, l'UNICEF France se donne pour engagement, dans le domaine de l'éducation, de :

- diffuser le plus largement possible les principes de la CIDE ;
- renforcer la citoyenneté et la solidarité chez les enfants et les jeunes ;
- participer à la lutte contre la violence à l'école ;
- accompagner les enseignants et les acteurs de l'éducation dans leur mission de sensibilisation aux droits de l'enfant ;
- concourir à la réalisation d'études liées au droit à l'éducation et à son application en France.

ARTICLE 2 – ACTIONS

Article 2.1 : Matériels et ressources pédagogiques

Les partenaires accordent une importance particulière à la mise à disposition des responsables territoriaux du système éducatif et des établissements scolaires, de l'information recouvrant le champ de cet accord, et plus particulièrement :

- les outils pédagogiques, rapports, analyses, synthèses et dossiers thématiques publiés par l'UNICEF, comme toutes les actions de sensibilisation ou les informations mises à disposition sur son site internet (www.unicef.fr). Cette documentation est également disponible auprès des comités départementaux d'UNICEF France ;
- les interventions des bénévoles des comités départementaux d'UNICEF France dans les classes.

Le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative se charge, quant à lui, de diffuser, dans son réseau de communication et de diffusion, ainsi que dans ses réseaux délégués, l'activité éditoriale ou les campagnes de sensibilisation de l'UNICEF dans le cadre de ce partenariat. À cet égard, le ministère encourage les organismes dépendant de l'éducation nationale (Scéren, Clemi...), à développer des partenariats avec l'UNICEF France, en termes d'information sur les ressources disponibles, de diffusion, voire de coproduction de documents pédagogiques.

Le CNDP et son réseau (CDDP et CRDP) sont rendus destinataires des outils pédagogiques et les autres documents développés par UNICEF France (rapports annuels, analyses, synthèses et dossiers thématiques...) afin de les intégrer autant que de besoin dans leurs bases de référencement documentaire.

Article 2.2 : Programmes scolaires et activités pédagogiques

Le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative et UNICEF France s'engagent à mettre en œuvre, autant que de besoin, une collaboration pour développer les références et les outils pédagogiques accompagnant les programmes et la mise en œuvre du socle commun dans les domaines des droits de l'enfant.

Les partenaires contribuent ensemble à la mise en œuvre d'activités pédagogiques dans le cadre de dispositifs éducatifs spécifiques ou de programmes et activités pédagogiques proposés par le ministère. Ils porteront notamment une attention particulière à l'implication des personnels dans le cadre de la célébration de la Journée internationale et nationale des droits de l'enfant, le 20 novembre de chaque année.

Article 2.3 : Sensibilisation des élèves

Les écoles ou établissements scolaires peuvent décider d'encourager la sensibilisation des élèves aux thématiques citées dans le présent texte, notamment dans le cadre des travaux interdisciplinaires ou des projets d'école et projets d'établissement.

Les bénévoles des comités départementaux d'UNICEF France peuvent également intervenir dans les classes à la demande des chefs d'établissement ou des directeurs d'école - en la présence d'enseignants et dans le cadre du cursus pédagogique - en s'appuyant sur les contenus des programmes ou en les illustrant.

L'UNICEF peut intervenir notamment dans le cadre des dispositifs du ministère visant les publics spécifiques - tels que les internats d'excellence, le dispositif « Ecole ouverte », les Etablissements de réinsertion scolaire (ERS) - ou mis en place par le programme « ECLAIR ».

Article 2.4 : Mesures de responsabilisation

A la demande des chefs d'établissement, dans le cadre de partenariats locaux, des comités départementaux d'UNICEF France peuvent s'engager à prendre en charge l'exécution de mesures de responsabilisation prononcées, à l'issue d'une procédure disciplinaire, à l'encontre d'un ou plusieurs élèves pour un manquement au règlement intérieur. Cette mesure est effectuée, en dehors des heures d'enseignement, dans l'établissement ou à l'extérieur de celui-ci. Elle fait l'objet d'un engagement formel entre le chef d'établissement, le ou les élèves concernés, les représentants de l'autorité parentale et les représentants d'UNICEF France.

Pour les mesures de responsabilisation réalisées à l'extérieur de l'établissement, une convention est signée conformément aux dispositions de l'article R. 511-13 du code de l'éducation entre le chef d'établissement et le représentant du comité départemental d'UNICEF France. La mise en place d'une mesure de responsabilisation à l'extérieur de l'établissement fait l'objet d'un engagement formel entre le chef d'établissement, le ou les élèves concernés, le représentant légal si l'élève est mineur et le représentant du comité départemental d'UNICEF France.

Article 2.5 : Participation et engagement des jeunes

La Convention internationale relative aux droits de l'enfant met l'accent sur la participation des jeunes et la nécessité de les impliquer, tant de façon collective qu'individuelle.

Dans cette perspective, les partenaires conviennent de mettre en œuvre de façon commune des actions visant à promouvoir la participation des jeunes et des élèves, à favoriser leur épanouissement et à développer leur engagement.

Article 2.5.a : les Frimousses des écoles

Ce projet pédagogique permet aux enseignants de sensibiliser les élèves du CP au CM2 aux droits à la santé et à l'identité par le biais de la réalisation de poupées en tissu.

Article 2.5.b : les Clubs Unicef jeunes

Ces clubs fonctionnent, dans les collèges, sous la conduite d'enseignants. Ils regroupent des jeunes soucieux de mieux comprendre les droits de l'enfant, le développement humain durable, les enjeux des pays en développement et l'action de l'UNICEF. Groupes de réflexion et d'échanges, les Clubs Unicef jeunes contribuent à la formation de futurs citoyens ouverts aux enjeux mondiaux.

Ce programme peut permettre la mise en place d'un projet d'établissement au collège.

Le foyer socio-éducatif peut soutenir le Club Unicef jeunes du collège et, notamment, porter des événements au profit de l'UNICEF ou être des relais dans le cadre d'opérations plus globales.

Article 2.5.c : les Jeunes ambassadeurs

Le programme « Jeunes ambassadeurs » s'adresse aux lycéens concernés par les injustices qui touchent les enfants et le non respect de leurs droits. Ils ont pour mission de sensibiliser un large public, et notamment leurs pairs, aux droits et aux conditions de vie des enfants, que ce soit dans leur lycée, leur ville ou leur département. Ils sont accompagnés et soutenus par les bénévoles d'UNICEF France.

Article 2.5.d : Périodes d'observation et stages

L'accueil des jeunes dans le cadre de périodes d'observation ou de stages au sein des comités départementaux d'UNICEF France est facilité par le ministère afin de leur permettre de découvrir l'étendue de l'action associative et de son expression au niveau local, de mieux prendre conscience des enjeux de l'action humanitaire et de l'aide au développement - et notamment de celle de l'UNICEF - d'explorer le cadre dans lequel peut s'inscrire leur projet professionnel.

Les rectorats et les inspections académiques facilitent l'information des élèves dans ce sens.

Article 2.6 : Formation des enseignants et des personnels de l'éducation nationale

Dans la perspective d'apporter un appui à la formation des personnels enseignants, d'éducation, d'orientation, de direction et d'inspection, un partenariat avec les universités et l'Ecole supérieure de l'Education nationale (ESEN) est à promouvoir. Il permettra ainsi d'apporter à ces personnels les éléments et les ressources nécessaires (en termes d'intervenants et d'information) pour aborder, dans le cadre des programmes comme de la vie scolaire, toutes les questions liées à la citoyenneté, à la solidarité et au développement.

Les partenaires se rapprochent pour étudier et développer la place des droits de l'enfant dans la formation des personnels de l'éducation nationale.

UNICEF France collaborera tout particulièrement avec le Délégué National à la Vie Lycéenne (DNVL).

Article 2.7 : Etudes et évaluation

Dans le cadre de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, les partenaires collaborent à la réalisation d'études liées au droit à l'éducation et à son application en France. Ces travaux de recherche pourront bénéficier notamment du soutien de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du MENJVA. Ces études sont portées à la connaissance des personnels de l'éducation nationale, de l'ensemble des acteurs de l'éducation et du grand public par les deux partenaires.

Ceux-ci conviennent, pour chaque étude, des modalités de réalisation et de communication. Dans ce cadre, il est convenu qu'UNICEF France pourra reconduire une enquête de « Victimation des élèves dans le premier degré ».

II. MODALITÉS DE SUIVI

ARTICLE 1 – COMMUNICATION

Le MENJVA et l'UNICEF France s'engagent à s'informer mutuellement des actions qu'ils mettent en œuvre dans le cadre de cet accord cadre. Les logos des partenaires signataires de l'accord cadre sont portés sur l'ensemble des documents et des supports produits dans le cadre de ce partenariat.

Le ministère informe particulièrement les rectorats et les inspections d'académie des actions mises en œuvre dans le cadre de ce partenariat. Il les invite notamment à relayer ces informations dans leurs propres réseaux, de même que les propositions d'intervention ou d'activités des comités départementaux de leur territoire.

Le ministère incite les rectorats et les inspections d'académie à inviter les représentants départementaux de l'UNICEF aux réunions organisées à l'intention des personnels d'inspection, de direction et d'éducation, sur les domaines de l'éducation aux droits de l'enfant, la solidarité internationale et le développement durable.

ARTICLE 2 – MODALITES D'APPLICATION TERRITORIALE

Les partenaires facilitent la déclinaison de l'accord-cadre au niveau académique en s'appuyant sur le recteur, l'inspecteur général « établissement et vie scolaire », les inspecteurs d'académie, les directeurs des services départementaux de l'éducation nationale, le Délégué académique aux relations européennes et internationales (Dareic), les inspecteurs en charge de la vie scolaire, les comités départementaux d'UNICEF France. Ils veilleront ainsi à la déclinaison de l'accord-cadre par la signature de conventions locales avec les académies le souhaitant.

Dans les établissements scolaires, sous couvert du chef d'établissement, les Conseillers Principaux d'Education, dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté, et les documentalistes sont sensibilisés pour être des relais et des interlocuteurs privilégiés des comités départementaux de l'UNICEF. Pour les écoles, le lien se fera entre le directeur et le comité départemental, sous couvert de l'Inspecteur de l'éducation nationale.

ARTICLE 3 – COMITE DE SUIVI

Un comité est chargé de la coordination, du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre du présent accord-cadre, tant au plan national qu'académique. Ce comité évalue le dispositif mis en œuvre, notamment sa conformité avec le programme d'actions et ses objectifs prévus aux articles 1 et 2. Il se réunit à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Le comité de suivi procèdera à un bilan qualitatif et quantitatif des projets réalisés au cours de l'année écoulée et prévus par le plan d'action annuel et proposera, si nécessaire, de nouvelles orientations.

ARTICLE 4 – COMPOSITION DU COMITE DE SUIVI

Le comité de suivi est composé de représentants de la direction générale de l'enseignement scolaire du MENJVA et d'UNICEF France ainsi que de la DEPP, autant que de besoin.

ARTICLE 5 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de cinq ans et prend effet à compter de sa date de signature. Pendant cette durée, toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent accord-cadre, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Il peut être résilié par l'une ou l'autre des parties, sous préavis de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 – BILAN DE L'ACCORD-CADRE

Six mois avant le terme du présent accord-cadre, les deux parties se réuniront pour dresser un bilan des actions conduites et pour envisager son renouvellement éventuel.

Fait à Paris, en trois exemplaires, le 25 octobre2011

**Le ministre de l'éducation nationale,
de la jeunesse et de la vie associative**

Le président d'UNICEF France

Luc Chatel

Jacques Hintzy